

Financement du changement climatique dans les villes africaines : Comblant les lacunes de financement pour une urbanisation résiliente au changement climatique en Afrique

I. Contexte

Avec une part de la population urbaine de près de 34 pour cent et un taux de croissance urbaine de 4 pour cent en 2019, les villes africaines sont très vulnérables à la variabilité et au changement climatiques. Plus de la moitié de la population urbaine en Afrique vit dans l'extrême pauvreté (dans des logements insalubres et précaires, et dans des quartiers informels), exposés aux effets du changement climatique. Les risques et aléas liés au changement climatique menacent également la croissance urbaine, ce qui contribue à accroître la vulnérabilité économique. Souvent, le manque de fonds est un obstacle majeur qui entrave ces processus de planification et de mise en œuvre qui peuvent changer l'avenir des villes africaines.

D'ici 2040, plus de la moitié de la population africaine vivra dans les villes, ce qui exercera une forte pression sur les infrastructures des villes, augmentant la production de déchets, la consommation d'énergie et la demande en mobilité, entraînant une augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Les impacts du changement climatique affectent durement l'Afrique, et selon le Bureau météorologique mondial, le pire reste à venir, tel que les inondations, la sécheresse et les cyclones affectant les approvisionnements alimentaires, l'économie et la santé.

Les villes africaines contribuent peu aux perturbations climatiques mais paient un lourd tribut en termes d'impact du changement climatique. Les effets négatifs du changement climatique constituent un défi de plus en plus menaçant pour le développement socio-économique des villes et la préservation des ressources naturelles et anthropiques et des écosystèmes, qui garantissent l'accès aux services de base, à l'alimentation et à l'approvisionnement en eau. Le rapport mondial d'ONU-Habitat sur les villes et le changement climatique recommande que la communauté internationale facilite l'accès aux ressources financières pour l'adaptation au changement climatique dans les villes vulnérables et diffuser des informations sur la science du changement climatique et les options de réponses d'atténuation et d'adaptation. Lors du lancement du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le Secrétaire général des Nations Unies qui a indiqué que les secteurs public et privé « doivent travailler ensemble pour assurer une transformation juste et rapide vers une économie mondiale nette zéro ».

Les initiatives de résilience obligeront les villes africaines à rechercher des financements nationaux, internationaux ou privés, en particulier lorsqu'il s'agit d'investissements dans les infrastructures écologiques. Les villes et pays africains en particulier sont confrontés à un problème d'accès à la finance écologique qui entraîne des défis dans l'élaboration de stratégies pour prévenir, répondre et s'adapter aux conséquences du changement climatique avec un impact énorme sur la viabilité économique des villes et leur résilience environnementale.

Comment les villes africaines peuvent-elles surmonter les obstacles à l'accès au financement climatique pour (re) construire des villes à carbone zéro ?

Une table ronde sur le financement du changement climatique en Afrique lors de la Journée mondiale de l'habitat explorera les moyens et les mécanismes pour assurer la viabilité financière des villes africaines pour faire face aux impacts du changement climatique, construire des villes économiquement et écologiquement résilientes sans carbone. La table ronde se déroulera en anglais avec interprétation simultanée en français.

II. Objectifs

L'objectif de la table ronde est de contribuer à des solutions pour réduire les difficultés rencontrées par les villes africaines dans la mobilisation des ressources financières nationales et internationales et l'accès aux différents guichets nationaux et internationaux de financement climatique pour planifier et promouvoir des établissements humains écologiques et résilients au climat pour une Afrique zéro carbone. Il s'agit, plus précisément de :

1. Examiner les lacunes et les défis liés au financement du climat et de la résilience des villes en Afrique
2. Présenter les bonnes pratiques et les cas d'initiatives réussies pour surmonter les défis financiers liés à l'atténuation et à l'adaptation des villes africaines aux effets négatifs du climat.
3. Sensibiliser les décideurs et les autorités (nationales et locales) à l'amélioration des politiques et des actions visant à accroître le financement de la résilience urbaine.
4. Aborder des solutions, des approches innovantes vers des partenariats (tels que les PPP) pour renforcer le financement climatique dans le contexte d'une urbanisation rapide en Afrique.